

## *Pourquoi la gauche est-elle si pessimiste ?*

Dans le cadre des Entretiens de Solferino, Henri Weber, secrétaire national à la formation au Parti socialiste, a invité Mercredi 27 juin 2007 les militants débattre avec Gérard Grunberg et Zaki Laïdi autour de leur livre *Sortir du pessimisme social: essai sur l'identité de la gauche.*(Hachette-Litteratures/Telos 2007)

Zaki Laïdi nous a tout d'abord présenté la thèse de leur ouvrage: c'est faute de renouvellement politique que la gauche contemporaine se réfère à un monde passé, celui des Trente Glorieuses. Cette difficulté à se projeter dans la réalité aboutit à ce que le Parti socialiste est désormais considéré comme une formation "d'accompagnement de la désespérance".

Selon l'auteur, le grand paradoxe réside en ce qu'une force politique comme le PS, jusqu'alors porté par une certaine téléologie de l'Histoire -celle d'un monde meilleur-, soit parvenu à conforter le découragement social. Il convient dès lors de s'interroger sur les origines d'une vision aussi éminemment pessimiste du monde. Tout en reconnaissant que la critique de l'ordre social est inhérente à la gauche, M. Laïdi insiste sur la "formidable impasse" entretenue par le PS, à savoir celle de se référer à un cadre totalement dépassé, aussi bien historiquement que par les enjeux qu'il revêtait.

L'auteur se penche ainsi sur le positionnement idéologique du Parti socialiste, qui s'articulerait autour d'une conception purement réparatrice de l'ordre social, et d'un mot d'ordre: constituer "l'anti-droite", soit la force politique de réparation face aux délabrements causés par l'exercice des responsabilités par la droite. Cette stratégie d'opposition frontale ne saurait, par ses insuffisances, s'avérer féconde, d'autant que la remise en cause de certaines politiques de droite se retrouve bien plus dans les discours que dans la pratique gouvernementale.

En outre, le Parti socialiste souffre de ce qu'il n'assume pas lui-même sa propre politique, de crainte de la voir perçue comme "de droite", à l'image du malaise du gouvernement Jospin autour de ses mesures de baisse des prélèvements obligatoires et de dénationalisation d'un certain nombre de grandes entreprises. En revanche, la gauche met en avant certaines mesures aux effets pourtant "désastreux", comme les 35 heures, pour témoigner de l'attachement du PS à défendre son héritage émancipateur et progressiste.

Aussi, il semble bien que le PS souffre du caractère daté de sa matrice intellectuelle et idéologique. Mais malgré ses lacunes structurelles, la gauche serait en fait plus malade politiquement que sociologiquement, si l'on analyse son électorat. En effet, les 18-24 ans comme les employés ont voté pour Ségolène Royal, et le vote ouvrier est supérieur pour Nicolas Sarkozy, mais pas considérablement. C'est en fait au niveau des commerçants et des petits artisans que se lit la profondeur de l'écart droite/gauche.

Cette faiblesse électorale au niveau de certaines catégories socio - professionnelles oblige la gauche à se repenser, non pas en tant que "modèle chimiquement pur", mais à travers certaines interrogations fondamentales, dont "Qu'est-ce qu'être de gauche aujourd'hui?". Si la droite fait traditionnellement confiance à la liberté et à "la main invisible" pour instaurer l'égalité, la gauche considère au contraire que la première ne mène pas inéluctablement vers la seconde, et qu'il s'agit dès lors d'œuvrer pour la rendre effective. Mais le problème des socialistes réside en ce qu'ils perçoivent mal les considérables mutations des conditions de production de l'égalité.

Le PS, même à travers ses éléments les plus réformistes, se limite ainsi à analyser économiquement les transformations sociales, sans suffisamment prendre en considération les formidables évolutions culturelles d'individualisation des préférences et des choix.

Cette incapacité à soulever l'évolutivité des structures sociales a conduit les socialistes à négliger l'hétérogénéité croissante entre les différentes couches de la population, et à leur imposer subséquemment des mesures qui, à l'image des 35 heures, se retrouvent perçues comme inefficaces parce qu' inadaptées.

Ainsi, l'échec de la gauche s'enracine dans un certain déni de la différenciation et de la "puissance du vécu", dénoncé en son temps par Robert Castel, et engendré par un manque cruel de réflexion et d'analyse sur la société telle qu'elle est.

Le PS persisterait en outre à entretenir un rapport illusoire à l'Etat, considéré comme l'unique forteresse face aux ravages du marché, alors que celui-ci offre pourtant, malgré ses indéniables imperfections, de réelles opportunités, à l'image de l'Internet. La réticence des socialistes à intégrer le libéralisme économique au service de leur idéal s'avère tout à fait nuisible, et repose de surcroît sur une certaine tromperie, en ce que "le PS se dit le parti de la transformation sociale, alors que la société transforme le PS bien plus que l'inverse".

Il ne s'agit dès lors pas de nier au PS toute intention volontariste, mais bien d'éviter de le placer "en surplomb de la société". Par ailleurs, s'il n'est pas question de renoncer à la tradition redistributrice de la gauche, les socialistes ne peuvent plus passer outre la question de l'incitation à la production de richesses, et s'enfermer dans le "modèle du Robin des Bois". Il en va de leur cohérence idéologique, et par là même de leurs succès futurs.

Gérard Grunberg insiste à son tour sur la nécessité de refonder le logiciel socialiste, estimant que le PS commet une erreur de méthode en centrant sa réflexion sur la nature des mesures à entreprendre pour transformer la société.

L'auteur en vient à déplorer la mauvaise réputation du réformisme au sein du PS, perçu sinon comme une trahison, du moins comme un reniement à la volonté de transformation globale du monde. Mais Grunberg s'interroge: "Y a-t-il une alternative globale au monde tel qu'il est?". Répondre par l'affirmative, ce serait se condamner fondamentalement à l'immobilisme, car les mesures à entreprendre ne correspondraient guère à l'environnement économique européen et global. Les socialistes doivent au contraire faire preuve de davantage de modestie, et s'interroger aussi bien sur leur marge de manœuvre que sur les domaines dans lesquels ils désirent agir.

Pour ce faire, la vision socialiste de l'Etat comme de la mondialisation se doit d'être fondamentalement revue: le premier peut, comme le marché, s'avérer générateur d'inégalités; la seconde est susceptible de constituer une source de progrès. Il s'agit donc de sortir d'une conception manichéenne où l'Etat incarnerait l'horizon indépassable de l'intérêt général, face à un marché essentiellement destructeur. En outre, en vilipendant à tout va le phénomène de mondialisation, la gauche française se cloisonne et risque de perdre sa tradition universaliste et internationaliste.

Henri Weber, après avoir sagement écouté ses deux camarades, cherche à nuancer leurs propos. Il considère comme excessif le fait d'étudier le PS exclusivement sous l'angle de son pessimisme. Il suffit selon lui de se référer à la motion du Mans sur la mondialisation pour remarquer que la vision du PS à ce sujet est équilibrée, en ce qu'elle décrit le phénomène comme ambivalent, puisque recouvrant d'immenses opportunités comme de considérables périls.

Aussi, Weber estime que le PS, loin de s'élever contre la mondialisation, la réclame maîtrisée et solidaire, à travers l'institution d'une nouvelle gouvernance mondiale. Les

socialistes se chargent donc de proposer une alternative à l'ordre dominant, ce qui relativiserait leur pessimisme.

Weber critique également le concept d'anti-droite décrit par les auteurs, en affirmant que lorsque les socialistes étaient au pouvoir, leurs mesures, à l'image des 35 heures, traduisaient bien plus une certaine conception de la civilisation (en l'occurrence l'attachement à l'extension libre avec le progrès technique) qu'un simple "pansement" aux précédentes politiques de droite. Similairement, les combats pour la parité ou en faveur du PACS ne sauraient se réduire à une inclination constamment négative des socialistes, mais bien à l'incarnation d'un véritable projet de société. Celui-ci repose notamment sur l'achèvement d'une démocratie accomplie, d'une économie maîtrisée et d'une société plus humaine.

Ce que le secrétaire national à la formation admet en revanche, c'est la difficulté du PS à expliquer aux masses populaires l'évolution du capitalisme, à travers ses nouveaux acteurs. Alors qu'avant, le capitalisme industrialisé s'exprimait à l'échelle nationale, il est aujourd'hui mondialisé et à dominante financière. Le nouveau défi des socialistes consiste donc à apprendre à le maîtriser, par le verbe, certes, mais aussi par la réorganisation des institutions.

Zaki Laïdi intervient alors pour exprimer son désaccord total avec la vision d'Henri Weber. Il souligne en s'appuyant sur une étude faite auprès des députés français qu'aucun d'entre eux socialiste n'admet par exemple que les principaux bénéficiaires de la mondialisation, sont bien les consommateurs.

Par ailleurs, Laïdi insiste dans sa dénonciation d'une gauche conservatrice, qui continue de se référer, à travers ses relents marxistes, au caractère mécanique des déterminismes sociaux, sans jamais introduire la notion de contingence dans le changement social. D'où l'appel solennel du professeur: "Il faut préférer Giddens à Bourdieu".

Enfin, la gauche, si elle veut reconquérir le pouvoir, ne doit guère réduire Nicolas Sarkozy à son "ultra-libéralisme", d'ailleurs tout à fait illusoire, comme en atteste sa volonté de supprimer les impôts de succession, qui, favorisant la rente et guère le mérite, ne saurait satisfaire un *homo liberalus* digne de ce nom.

La gauche française doit ainsi oser se définir face à cette nouvelle "droite décomplexée", mais aussi se confronter à elle-même sans crainte, puisque comme l'affirma spirituellement en conclusion Henri Weber, "le débat n'est pas le combat".